

ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

Conseil d'Etat Question écrite n° 43461

Texte de la question

M. Maurice Ligot attire l'attention de M. le garde des sceaux, ministre de la justice, sur les effets nocifs de la lenteur de la justice, lorsqu'il s'agit de valider ou d'invalider des elections. La gestion d'une ville, dont l'elu est sous la menace d'une invalidation, est soumise a une incertitude paralysante freinant tous les efforts de developpement. Pour permettre au Conseil d'Etat de respecter les delais impartis par la loi, il demande que les regles de detachement dans des fonctions exterieures a la haute juridiction le rendent extremement limite en nombre et en duree. Les membres du Conseil d'Etat, dont les conditions de travail ne sont pas faciles, seraient ainsi en nombre plus important pour traiter les affaires qui relevent exclusivement de ses competences.

Texte de la réponse

Le garde des sceaux, ministre de la justice, fait connaître a l'honorable parlementaire que, comme tout fonctionnaire, les membres du Conseil d'Etat sont soumis au statut general de la fonction publique. Ils peuvent ainsi se prevaloir legitimement des dispositions regissant la position de detachement, avec neanmoins une contrainte supplementaire importante, inscrite dans leur statut particulier, consistant a n'accorder le detachement qu'aux seuls membres comptant au moins quatre ans de service effectif dans le corps. Ce serait donc non seulement tres fortement discriminatoire de soumettre les membres du Conseil d'Etat a un regime encore plus restrictif et non inscrit dans les textes, mais aussi a terme tres improductif. En effet, le Conseil d'Etat beneficie collectivement de l'experience acquise par ceux de ses membres qui ont exerce des fonctions publiques aupres de ministeres, de prefectures, d'ambassades, d'organisations internationales, d'entreprises publiques, etc., ou qui ont ete charges d'un mandat parlementaire. Cette pratique approfondie de l'administration, de ses missions, de ses regles et de ses contraintes permet ensuite au Conseil d'Etat de se prononcer, dans le cadre de ses missions de conseiller du Gouvernement et de juge administratif supreme, en meilleure connaissance de cause sur les dossiers qui lui sont soumis. Le detachement de membres du Conseil d'Etat dans des fonctions publiques et la nomination de maitres de requetes et de conseillers d'Etat au tour exterieur, de conseillers d'Etat au service extraordinaire et le passage d'administrateurs civils effectuant leur mobilite au Conseil d'Etat sont non seulement tres profitables sur le plan personnel mais sont surtout indispensables au bon fonctionnement d'une administration ouverte sur la societe. La necessaire reduction des delais de jugement ne doit donc pas passer par une limitation des possibilites de detachement des membres du Conseil d'Etat qui, au surplus, ne serait possible qu'avec une forte augmentation du nombre d'emplois budgetaires au Conseil d'Etat, ce que la conjoncture ne favorise pas. La solution a donc ete recherchee dans des reformes de la juridiction administrative tendant a accroitre la productivite du Conseil d'Etat (qui est en constante augmentation) et par la creation des cours administratives d'appel. Les reformes produisent desormais leur plein effet : si le stock d'affaires reste important au Conseil d'Etat avec 16 000 affaires, il diminue desormais de 3 000 a 4 000 par an. Les problemes qui sont evoques seront donc resolus d'ici deux ou trois ans. Il convient toutefois de signaler que le traitement des contentieux electoraux est plus long qu'auparavant ; les juridictions doivent attendre la production definitive des comptes de campagne, ce qui suppose de respecter des delais incompressibles.

Version web: https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/10/questions/QANR5L10QE43461

Données clés

Auteur : M. Ligot Maurice Circonscription : - UDF

Type de question : Question écrite Numéro de la question : 43461 Rubrique : Juridictions administratives

Ministère interrogé : justice

Ministère interrogé : justice Ministère attributaire : justice

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 7 octobre 1996, page 5256 **Réponse publiée le :** 24 février 1997, page 975